

A bout de souffle: le référendum présidentiel et l'avenir de la démocratie au Venezuela

Jorge Lazo-Cividanes*

Faire référence au référendum présidentiel qui devrait avoir lieu le 15 août prochain au Venezuela, c'est parler de ce qui se passe actuellement dans le pays et du projet révolutionnaire d'Hugo Chávez, de la manière dont il a conquis le pouvoir et des multiples tensions qui se sont produites au sein de la société vénézuélienne au cours des dernières années. La forte polarisation dont le pays a été l'objet et l'inéluctable prise de position face aux événements d'une considérable gravité font qu'il est bien difficile de se maintenir au delà des polémiques. En outre, la complexité du drame vénézuélien fait qu'il est totalement impossible d'en rendre compte dans toute son ampleur au cours d'un travail comme celui-ci. Par conséquent, nous proposons plutôt une réflexion sur certains faits susceptibles, d'une part, d'éclairer ce moment particulier de la vie politique vénézuélienne et, d'autre part, de jouer un rôle central au moment de la décision des électeurs du pays face au référendum. Pour finir nous avancerons quelques réflexions sur les implications qu'un résultat ou un autre aurait sur la vie institutionnelle du continent et, en particulier, sur celle des pays voisins.

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez et l'internationalisation de la révolution bolivarienne

Dès 1998, lorsque Hugo Chávez a remporté les élections présidentielles au Venezuela avec environ 60% des voix, son nom a commencé à figurer sur la scène internationale en suscitant toutes sortes de réactions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La montée au pouvoir

d'Hugo Chávez s'est produite au milieu de l'effondrement d'un système de partis vénézuélien vieux de 40 ans et d'une crise qui affectait le cadre social et économique, en bouleversant la confiance dans les institutions traditionnelles du pays¹. Depuis, sur les cendres de l'ancien régime, seul sur scène avec des interlocuteurs manquants, M. Chávez a vécu des mois de popularité comme aucun autre président vénézuélien au cours des 50 dernières années.

Ancien lieutenant-colonel de l'Armée, admirateur de la révolution cubaine, ennemi du néolibéralisme, opposant à la mondialisation et critique acerbe des États-Unis, Hugo Chávez a commencé publiquement son histoire politique le 4 février du 1992, lors de la tentative de coup d'État raté contre le président constitutionnel du pays. Mais, comme il l'a même avoué, ses activités de conspirateur dans l'Armée

* Université de Salamanque

¹ En fait, le Venezuela, à l'époque cinquième exportateur de pétrole du monde et deuxième fournisseur d'énergie aux États-Unis, figurait jusqu'au début des années 90 comme une exception de vie démocratique et de prospérité dans le contexte latino-américain. Encerclé par des dictatures et nombreux conflits armés, le Venezuela a été le seul pays d'Amérique du Sud à profiter pendant plusieurs décennies d'un climat de démocratie et de paix, avant de finalement rejoindre le reste du continent, frappé par des conflits et des crises institutionnelles, économiques et sociales. Pour une description détaillée, voir Ramirez-Roa, Rosaly (2003): «La política extraviada en la Venezuela de los años 90: entre rigidez institucional y neopopulismo». *Revista de Ciencia Política*, Universidad Católica de Chile, vol. 13, n° 1, pp. 137-157.

vénézuélienne avaient commencé au moins 10 ans avant cet événement².

Malgré un discours populiste «classique» porteur d'orangeux souvenirs de l'histoire du continent³, la présence d'un *leader* charismatique avec un fort appui populaire représentait, selon plusieurs analystes, un type de leadership peut-être nécessaire dans la région pour ramener la paix et réduire les conflits sociaux. La montée en force de *leaders* et de mouvements représentant, sous des bannières anti-partisanes et anti-politiques, le désir de transformations radicales au sein des sociétés latino-américaines avait été notable peu de temps auparavant. Rappelons-nous de personnages tels que Carlos Menem (Argentine), Abdala Bucaran (Équateur) ou Alberto Fujimori (Pérou), qui portent tous la marque d'une tendance à une forte personnalisation du pouvoir, caractéristique de la plupart des pays d'Amérique du Sud.

Au cours de ses longs périple autour des cinq continents, donnant l'image d'un libre penseur qui fait tout pour oublier le protocole et entraîner ses interlocuteurs dans l'informalité, M. Chávez s'est présenté en compagnie de Saddam Hussein, Jacques Chirac, Jiang Zemin, Fidel Castro, la Reine d'Angleterre, Wladimir Putin, le Pape, ainsi que certains investisseurs de Wall Street ou certains dirigeants de luttes ethniques et paysannes. Dans chacune de ces occasions, M. Chávez a toujours essayé de convaincre ses auditeurs qu'il était à la tête d'une révolution démocratique qui apportait aux Vénézuéliens la justice et la dignité disparues au cours de plusieurs décennies de corruption et d'exclusion.

Dès le départ, il a connu bien sûr la critique de certains intellectuels de droite et la sympathie d'une gauche mondiale nostalgique et avide de nouvelles icônes antisystème, une gauche qui, à la limite, l'a souvent trouvé plus haut en couleur

² M. Chávez raconte que, à l'époque où il portait le grade de capitaine et avait la charge des étudiants de quatrième année à l'Académie militaire du Venezuela, il a commencé à endoctriner politiquement les futurs officiers pendant certaines activités sportives et récréatives. Voir Blanco-Muñoz, A. (1998): *Habla El Comandante*. Ediciones UC.V. Caracas. Page 237.

³ Pour une description des fondements idéologiques du discours politique d'Hugo Chávez et de sa relation avec le populisme «classique» latino-américain, voir Lazo-Cividanes, J. (2002) : « Una vuelta al populismo clásico : el caso de Hugo Chávez ». *Revista Dimensión Antropológica*, Instituto Nacional de Antropología e Historia, México. No. 24, enero - abril, pages 155-174.

que dangereux. Mais surtout M. Chávez a généralement reçu la compréhension d'une partie de la communauté internationale, informé du drame social dans les pays du Sud et tolérante vis-à-vis des critiques d'un système économique mondial contesté. Les engagements discursifs de M. Chávez ont donc été considérés comme de l'audace plutôt que comme des menaces, et ce, y compris par le gouvernement américain qui, contrairement aux prédictions qui se faisaient à Caracas, a préféré quelque temps garder le silence et se montrer un peu indifférent aux critiques et manifestations d'inimitié provenant du président vénézuélien.

En bref, l'internationalisation de la révolution bolivarienne n'est pas simplement le résultat de l'envie égocentrique de quelqu'un qui prétend jouer de la politique à un autre niveau. M. Chávez a compris que, à l'heure des grosses difficultés, des acteurs internationaux pourraient intervenir pour faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre. Prenant exemple sur le cas cubain, il savait que des alliances construites autour des intérêts économiques (dont les intérêts pétroliers) ainsi que des sympathies internationales gagnées au cours d'une coûteuse campagne de propagande hors du Venezuela porteraient leurs fruits.

Le référendum et ses origines

L'histoire du référendum a commencé avec le changement de la loi constitutionnelle. Avec la collaboration majoritaire des secteurs de gauche (bien que d'importants capitaux liés à des intérêts nationaux et internationaux l'aient largement financé dans son parcours électoral), Hugo Chávez a bâti un projet politique nationaliste dit de «démocratie participative». En identifiant l'ancien régime et la plupart des problèmes des sociétés latino-américaines (y compris ceux du Venezuela) aux perversions de la démocratie représentative, à l'exclusion du peuple et au capitalisme sauvage lié aux intérêts internationaux, M. Chávez a promis de rapprocher le pouvoir des gens.

Après son élection, Hugo Chávez a convoqué une assemblée constitutionnelle pour rédiger une nouvelle constitution. À ce moment, la situation a commencé à se dégrader pour une partie de la population dans l'opposition (environ 30% à l'époque), étant donné que le système d'élection des représentants à l'assemblée constitutionnelle qu'il avait proposé et qui avait

été choisi (élection uninominale, sans représentation proportionnelle des minorités ni ballottage) lui a permis de réussir à contrôler 95% des sièges à l'assemblée avec environ 60% des votes.

En procédant d'une façon qui nous rappelle le modèle proposé il y a quelques années par le politologue Guillermo O'Donnell de démocratie délégatrice⁴, Hugo Chávez a sélectionné ses candidats et a demandé aux électeurs de les faire élire, ce qui est arrivé malgré l'évidente méconnaissance des électeurs vénézuéliens de la nouvelle classe politique du pays. Évidemment, il a compté sur la dispersion de l'offre électorale des opposants, qui en cette l'occasion, ont surtout péché par naïveté face à un projet qui se révélait peu à peu tout à fait hégémonique.

Ce type de relations entre le chef politique et ses partisans est devenu une pratique commune au Venezuela. Alors que le projet d'Hugo Chávez en est un de «démocratie participative» et que lui-même s'oppose à la démocratie représentative, on a commencé à voir, à partir de l'élection de l'assemblée constitutionnelle de 1999, comment l'adjectif « participative » avait été vidé de son sens, en même temps que la notion de représentation avait disparu. Il est également important de dire que de nouveaux droits de participation donnés aux citoyens vénézuéliens dans la nouvelle constitution ont été introduits, ainsi que des articles pour renforcer le projet politique de M. Chávez : par exemple, celui qui a fait passer le terme de la présidence de 5 ans à 6 ans, avec possibilité d'une réélection immédiate, ce qui n'était pas prévu dans l'ancienne constitution.

Au moment de l'approbation de la nouvelle constitution, un des droits de participation qui a fait l'objet de la plus grande publicité (présenté comme une voie de rapprochement de la démocratie et des électeurs) était la possibilité pour les électeurs de convoquer des référendums. Désormais, par le cumul d'un certain pourcentage de leurs signatures, les électeurs vénézuéliens auraient le droit de convoquer des référendums, entre autres dans le but de révoquer le mandat des élus, y compris celui du Président de la République.

La Révolution? Oui, ça marche!

En tant que Président du pays, M. Chávez a été acclamé par une majorité de Vénézuéliens qui s'attendaient à ce que leur situation s'améliore et à ce que les pénuries économiques prennent fin, et qui partageaient des illusions et des espoirs quant aux actions entreprises par un gouvernement que se disait intéressé par les pauvres et capable de palier à la dégradation des institutions du Venezuela. Toutefois, avec un discours qui a scindé le champ politique en deux (révolutionnaires et anti-révolutionnaires), le charismatique *leader* vénézuélien a plutôt plongé le pays dans une crise majeure, qui a intensifié les anciens conflits en y ajoutant des épisodes de violence et de haine.

Le projet révolutionnaire de M. Chávez, autrefois appelé «*la revolución bonita*» (« la jolie révolution »), a déclenché une crise encore plus profonde et menaçante que celle qui l'avait mené au pouvoir. Comme jamais tout au long du siècle passé, le Venezuela est aujourd'hui un pays déchiré et les tensions s'accumulent au milieu d'une polarisation extrême entre partisans et opposants au Président Chávez. Pour une partie des supporters de M. Chávez, toute tentative de lui retirer le pouvoir serait l'expression d'un complot d'une minorité privilégiée et ennemie de la Révolution; pour ses opposants, son maintien à la tête de l'État est illégitime étant donné que la majorité des électeurs demande aujourd'hui son départ conformément au droit constitutionnel.

Après avoir vécu une tentative de coup d'État⁵, une grève générale et des mobilisations qui ont réuni le plus grand nombre de manifestants de toute l'histoire du continent, le Venezuela ressemble à un pays paralysé et épuisé, en attente d'une solution au conflit politique. Les statistiques vénézuéliennes montrent l'image d'un pays dévasté, et ce, même si les revenus

⁴ O'Donnell, Guillermo (1994): "Delegative Democracy?" Journal of Democracy 5 (1): pages 55-69.

⁵ Le thème de l'intervention militaire dans la vie politique actuelle au Venezuela est loin d'être aussi simple qu'on a bien voulu le dire suite aux événements d'avril 2002. En fait, outre la réintroduction de militaires dans la vie politique du pays lors de la conspiration de 1992, en tant que président, Hugo Chávez a réformé diverses lois dans le but de permettre la participation politique des militaires vénézuéliens, ainsi que leur participation à diverses activités dans l'administration publique, à un tel point que l'on parle aujourd'hui d'une militarisation de la vie publique du pays. En même temps, le gouvernement Chávez a largement stimulé le prosélytisme au sein des forces armées lorsqu'il lui était favorable.

fiscaux du gouvernement Chávez ont été très supérieurs à ceux des administrations précédentes à cause de la hausse extrême du prix du pétrole (M. Chávez est arrivé au pouvoir quand le pétrole vénézuélien était à 16 US\$ le baril, mais aujourd'hui il est autour de 30 US\$).

De 1999 à aujourd'hui, le chômage est passé de 9% à 17,3%, selon les chiffres officiels de L'Institut national des statistiques du pays (INE⁶). Ce qui veut dire qu'il y a plus de 2 millions de personnes sans emploi. Parmi les chanceux qui ont un travail, 51,3% (5 millions de personnes) font partie de ladite «économie informelle»; c'est-à-dire qu'il s'agit de travailleurs indépendants, qui gagnent en moyenne 30% de moins que ceux qui travaillent dans l'économie formelle. L'impact de ces chiffres est encore plus criant si l'on tient compte du fait que les salaires de l'Amérique latine comptent déjà parmi les plus bas de la planète (le salaire de base au Venezuela équivaut à 150 US\$ par mois). Par conséquent, sur un total de 12 millions de personnes qui constituent la force de travail du pays, plus de la moitié (7 millions de Vénézuéliens) sont au chômage ou cherchent à gagner leur vie à travers de petites activités commerciales qui ne bénéficient d'aucune protection de la loi sociale sur le travail.

Pendant que le taux de chômage gonflait, entre 1998 et 2003, près de 7 000 usines ont fermé leurs portes, selon une étude de la « *Confederación de Industriales de Venezuela* »⁷. Cela veut dire que 60% de l'ancien parc industriel du pays a aujourd'hui disparu. Dans un pays où l'investissement manque pour revitaliser l'économie et lancer une croissance soutenue, la même étude révèle que la fuite des capitaux entre 1999 et 2002 (correspondant à l'administration de M. Chávez) dépasse les 33 milliards de dollars US\$, contre 32 milliards US\$ sortis du pays entre 1959 et 1998. Quant aux capitaux sortants, il ne s'agit pas seulement de l'argent des hommes d'affaires, puisque la révolution a aussi mis en place sa propre «bourgeoisie révolutionnaire».

Entre-temps, la valeur du bolivar s'est dépréciée de 300% et l'inflation accumulée en 5 ans de gouvernement Chávez dépasse les 100%. Les supporters de M. Chávez voient dans ces ravages

le produit du conflit provoqué par la résistance d'une minorité privilégiée aux changements; leurs opposants incriminent plutôt les mauvaises décisions et actions d'une administration ennemie du capital et profondément corrompue. Que ce soit l'une ou l'autre de ces raisons, ou encore un mélange des deux, il est indéniable qu'un gouvernement reste politiquement responsable de son incapacité à rassembler le pays et à construire des espaces de dialogue et de tolérance de façon à éviter une diminution encore plus exacerbée du niveau de vie.

De l'esprit de changement à la concentration du pouvoir

Disposant d'une majorité dans les institutions de représentation populaire (tout d'abord à l'Assemblée Constitutionnelle, puis à l'Assemblée Nationale ou Parlement) et tirant profit des coûteuses erreurs de ses opposants, M. Chávez est parvenu à contrôler la vie institutionnelle du pays. Dès son arrivée au pouvoir, le président vénézuélien a été le grand électeur grâce à l'appui inconditionnel de ses nombreux sympathisants. Au moment de l'élection des députés au Parlement, c'est lui qui a donné les noms des candidats de son parti et de certaines organisations alliées. C'est à lui que ces élus doivent leur présence politique et chacun d'entre eux court le risque de ne plus bénéficier du soutien du chef s'ils optent pour une ligne autonome et indépendante. En cinq ans, la Révolution a déjà produit de nombreux renégats et exclus.

Grâce au contrôle de la majorité du Parlement, M. Chávez s'est doté de toutes sortes de lois lui permettant d'intervenir à plusieurs niveaux de l'administration publique. De plus, étant donné que le Parlement est chargé de voter la composition d'autres branches de l'État, il a fait élire certains de ses proches à la tête des pouvoirs judiciaire, électoral et moral. Dans l'histoire démocratique de ce pays, le pouvoir n'a jamais été aussi concentré. Pour M. Chávez, il s'agit certainement de disposer d'une panoplie considérable de moyens lui permettant de juguler ses opposants tout en évoquant une légitimité évanescence.

En observant de près la réalité vénézuélienne, chacun peut s'apercevoir que les décisions des pouvoirs publics sur des questions transcendant la vie politique du pays subissent très souvent des influences partisans.

⁶ Voir la page officielle de l'INE : www.ine.gov.ve

⁷ L'étude se trouve sur le site de l'organisme en question : www.conindustria.org

Néanmoins, les rapports de forces dans la vie politique d'un pays bougent. Face à l'éventualité de ne plus bénéficier du soutien de la majorité des électeurs ou, en tout cas, d'une victoire assurée, le gouvernement d'Hugo Chávez a presque tout fait pour empêcher la réalisation du référendum présidentiel⁸. Les différentes consultations électorales qui ont suivi son arrivée au pouvoir et qui lui ont permis d'accéder aux grandes institutions sont déjà une affaire de passé⁹. Il ne semble plus avoir envie d'en avoir d'autres. Si les vénézuéliens sont maintenant confrontés au référendum du 15 août, c'est bien évidemment malgré lui.

Sans la combinaison d'une mobilisation de plus de 3 millions d'électeurs vénézuéliens qui ont signé la demande de référendum et la présence active de représentants de la communauté internationale (dont l'OEA et le Centre Carter), le référendum n'aurait jamais eu lieu au Venezuela. Le 15 août prochain, un total de 13.893.322 de Vénézuéliens pourront dire par leur vote s'ils veulent ou pas qu'Hugo Chávez termine sa période présidentielle de six ans (une victoire du « Sí » oblige à la convocation en 30 jours d'une élection pour choisir un nouveau président pour terminer l'actuelle période présidentielle). En observant l'état actuel des choses, il ne semble pas exagéré de penser que, en plus de la possibilité de renvoyer le Président de la République, le référendum puisse impliquer de nombreuses autres choses, tant pour le Venezuela que pour d'autres pays de la région.

⁸ Le gouvernement d'Hugo Chávez a mis en place une série de mesures conduisant à limiter l'autonomie des électeurs. Les méthodes ont principalement été: 1) la mise en place de programmes d'emploi temporaire dans l'administration publique et de dons en argent ou en prestations de services de soins médicaux adressés aux électeurs pauvres du pays; 2) la diffusion de messages menaçants sur la possibilité que tout fonctionnaire public ayant participé au rassemblement de signatures pour la demande de référendum contre lui perde son emploi; 3) la création d'un climat de violence qui fasse peur à la population et perturbe les conditions nécessaires à la réalisation d'un tel référendum. En ce sens, on ne doit pas négliger les effets possibles de telles mesures sur la situation sociale et économique délicate que vit actuellement le Venezuela.

⁹ Nous parlons surtout des élections pour l'intégration de l'Assemblée Constitutionnelle en 1999 et les élections générales en 2000, où Chávez a facilement réussi à battre ses adversaires. Les chiffres peuvent être consultés sur le site du CNE (**Conseil national électoral**): www.cne.gov.ve.

Le lendemain du 15 août

Le référendum prévu pour le 15 août prochain a représenté pour l'instant la victoire la plus marquante des opposants au président Chávez. Ils ont obtenu le référendum malgré les intérêts partisans qui ont fréquemment divisé les organisations politiques qui constituent ladite «*Coordinadora Democrática*» et malgré le fait que toutes les ressources de l'État étaient mobilisées par et pour le gouvernement. La grande question maintenant est de savoir si les institutions du pays, notamment le pouvoir électoral, seront capables de gérer le processus avec transparence et honnêteté, et sans perdre leur crédibilité (déjà très fragile), tout en rendant compte avec transparence et diligence des résultats qui exprimeront la volonté de la majorité du pays.

Les nombreux observateurs venus dans le pays pour cette occasion seront aussi une inestimable garantie pour le référendum, étant donné que les extrémistes radicaux de chaque bord menacent de ne reconnaître aucun résultat adverse. Si les sondages publiés au cours des dernières semaines sont souvent ambigus et peut-être manipulés, une chose est claire: il s'agit de deux forces qui représentent chacune au moins 30% du pays et qui ne pourront pas vivre ensemble de façon démocratique et harmonieuse, sauf si elles acceptent les règles du jeu et l'existence de l'une et de l'autre. Un tel compromis, indispensable à l'heure actuelle, est essentiellement demandé par certains *leaders* des deux côtés. Une attitude contraire provoquerait des épisodes de violence d'une magnitude imprévisible qui conduiraient le pays on ne sait trop où.

Le véritable objectif du référendum vénézuélien ne devrait être que le retour du pays à une cohabitation, sur la base d'un résultat électoral qui rétablisse la normalité de la vie du pays. Si tel est le cas, il n'y aurait ni victoires ni défaites absolues parce que les deux forces se reconnaîtraient mutuellement en tant qu'acteurs politiques légitimes. Dans le cas d'une victoire des opposants, il faudrait négocier avec Chávez et ses alliés pour parvenir à une stabilité minimale; dans le cas où Chávez resterait au pouvoir et continuerait à imposer une révolution hégémonique, on assisterait à de nouveaux épisodes de révoltes. Mais la crédibilité de M. Chávez se trouve très compromise, en particulier, quand il s'agit de la possibilité de négocier un retour à la normalité démocratique.

Pour ce qui est du cadre international, une solution pacifique au conflit vénézuélien ouvrirait la voie à la négociation pour la résolution des conflits dans les pays voisins, affectés par des tensions semblables. De surcroît, étant donnée la présence active de représentants de la communauté internationale au Venezuela (comme l'OEA et le Centre Carter), la médiation des organismes internationaux pourrait se montrer utile comme outil pour parvenir à des accords dans des situations de polarisation extrême. Ce serait une bonne nouvelle face à l'augmentation du nombre de conflits internes dans plusieurs pays du continent.

D'autre part, depuis des dizaines d'années, le Venezuela fournit du pétrole aux nations des Caraïbes à des conditions préférentielles et M. Chávez a tiré profit de ces accords dans les organismes multilatéraux, dont l'OEA (le gouvernement Chávez a souvent compté avec les votes de plusieurs nations des Caraïbes pour empêcher l'éventualité d'une application de la Charte démocratique de l'OEA). L'admiration que M. Chávez voue à Fidel Castro et l'étroite amitié qu'ils ont développée se sont traduites par des traités qui ont soulagé les finances publiques décharnées de l'île¹⁰. On pourrait donc penser que, au cas où M. Chávez serait renversé, tout cela changerait.

M. Chávez est souvent accusé de financer les activités de plusieurs groupes radicaux de gauche dans différents pays du continent, dont quelques-uns ont recours à la lutte armée. Qu'il s'agisse d'une fausseté ou de la vérité, le président actuel du Venezuela représente un allié politique pour les mouvements qui se sont placés à l'une des extrémités du spectre idéologique. Dès lors, on s'attendrait à ce qu'un gouvernement formé par l'opposition vénézuélienne entreprendrait une redéfinition générale de la politique extérieure du pays en prenant des positions plus modérées (y compris en ce qui concerne le rétablissement des relations avec la Colombie, avec laquelle le Venezuela a vécu des moments très tendus, contribuant à l'arrêt d'un ancien et profitable échange commercial, après l'élection de M. Chávez). Nous sommes, en tout cas, à quelques jours du référendum présidentiel au Venezuela et l'histoire attend d'être écrite.

¹⁰ Le Venezuela garanti à Cuba 35 000 barils de pétrole par jour qui sont compensés par une aide cubaine en matière d'éducation, de sport et de santé, y compris l'envoi de centaines de médecins, d'éducateurs et d'entraîneurs cubains au Venezuela.